Ce dont les communes ont besoin: un sondage de la SIA

L'Association des Communes Suisses (ACS) se félicite d'un développement territorial et d'une culture du bâti cohérents et de qualité. L'ACS juge cependant crucial que les communes conservent la marge de manœuvre nécessaire.

En février 2020, le Conseil fédéral a approuvé la stratégie interdépartementale pour la promotion de la culture du bâti (www.bak.admin.ch/strategie-culture-du-bati). C'est la première fois que la Confédération regroupe ses activités en la matière et s'engage à promouvoir durablement un niveau élevé de la culture du bâti. Les acteurs centraux dans ce contexte sont les communes, en tant que législateurs, conseillers de promoteurs privés, autorités responsables des permis de construire, autorités de planification ou promoteurs qui jouent un rôle de modèle. Cependant, les ressources sont limitées ou l'expertise nécessaire fait défaut, notamment dans les petites et moyennes communes.

Avec les fonds du message culture

L'Office fédéral de la culture (OFC), responsable de la stratégie de la culture du bâti, souhaite donc mettre en place un service de conseils pour les communes et les villes. Il s'agit de la mesure 16 sur un total de 41 mesures de la stratégie. La mesure sera mise en œuvre à partir de 2021 avec les fonds du Message culture 2021–24. 250 000 francs suisses

par an sont prévus. Afin de préparer des mesures ciblées, les bases nécessaires sont actuellement en cours d'élaboration. Il s'agit notamment d'une enquête menée par l'Association suisse des ingénieurs et des architectes (SIA) auprès des communes et des villes du 24 août au 11 septembre 2020, en collaboration avec l'Association des Communes Suisses (ACS) et l'Union des villes suisses (UVS). 490 communes et villes ont participé à l'enquête, un nombre réjouissant même en comparaison internationale. Plus de 76% des communes et des villes ont déclaré que la culture du bâti leur est importante, très importante ou extrêmement importante.

Résultats du sondage de la SIA

60% des sondés sont d'accord avec le constat qu'il est nécessaire d'offrir des conseils sur la culture du bâti. Le niveau d'accord le plus élevé, à presque 89%, concerne le type de conseil: «Les conseils doivent être terre à terre, tant en ce qui concerne l'attitude des conseillers que les normes (normes professionnelles élevées, sans vouloir créer des «phares» partout). Une priorité élevée a

également été accordée à un aperçu des services de conseil (81,72%), à l'indépendance par rapport au conseil (79,89%), aux instructions concrètes (par exemple, un catalogue de critères sur la manière dont une commune ou une ville peut parvenir à une bonne culture du bâti, 74,16%) et aux offres accessibles en termes de distance et de coûts (74,15%). En ce qui concerne la formation et la formation continue, une majorité (60,81%) est favorable à l'inclusion de la culture du bâti dans la formation continue des présidents et présidentes des communes et au renforcement de la compétence professionnelle en la matière dans les services de construction. Les communes et les villes ont également souligné la nécessité de solutions régionales (77,80%), les possibilités d'échange entre les communes et les villes (73,68%) et les experts externes qui travaillent comme consultants en construction au niveau cantonal ou pour plusieurs communes (72,92%).

*Claudia Schwalfenberg
Responsable politique et culture
du bâti, Société Suisse des Ingénieurs
et des Architectes (SIA)*

L'ACS demande que les communes disposent de la marge de manœuvre nécessaire

En termes de développement territorial et d'aménagement du territoire, les communes sont de plus en plus confrontées aux attentes les plus diverses des investisseurs, des propriétaires, des planificateurs, de la population et d'autres acteurs encore. En conséquence, les processus de planification deviennent plus complexes, et souvent les solutions capables d'obtenir le soutien de la majorité sont limitées par diverses lois. La densité croissante des réglementations contraignantes, telles que la Conception «Paysage Suisse» (CPS) révisée, prive les autorités communales pratiquement de toute liberté d'action. L'aménagement du territoire exige beaucoup d'expertise, de res-

sources et de temps. Cela pose des défis majeurs, en particulier pour les «petites» communes.

Il est important que les communes aient une culture du bâti de qualité. D'une part, pour que le caractère du paysage et des milieux bâtis ne se perde pas; d'autre part, les habitants doivent disposer d'un cadre de vie de qualité, d'un endroit où ils se sentent à l'aise. Du point de vue de l'ACS, il est cependant crucial que les communes disposent de la marge de manœuvre nécessaire. La stratégie de la culture du bâti doit donc servir de ligne directrice aux communes pour leurs activités et ne doit pas aboutir à d'autres directives contraignantes de la part des autorités

fédérales. Il est important que les communes disposent des outils nécessaires à la mise en œuvre d'une bonne culture du bâti, par exemple sous la forme d'une plate-forme d'échange ou de cours de formation pratique. L'ACS se félicite que la Confédération prenne en compte les besoins spécifiques des communes, notamment en matière de transfert de connaissances et de formation, comme l'enquête SIA réalisée pour le compte de l'OFC.

*Claudia Hametner
Directrice adjointe de
l'Association des Communes Suisses*